



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 20 mars 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, janvier 2008 2

Les non-résidents, qui avaient fait l'acquisition de 1,3 milliard de dollars de titres canadiens en décembre, en ont ajouté pour 916 millions de dollars en janvier. Parallèlement, l'investissement canadien en titres étrangers est demeuré pratiquement inchangé en janvier.

Commerce de gros annuel, 2006 5

La croissance de l'investissement des entreprises et des dépenses de consommation, jumelée à la vigueur du secteur de la construction, a alimenté la hausse des recettes et des bénéfices pour les grossistes en 2006.

Voyages entre le Canada et les autres pays, janvier 2008 9

Indicateurs avancés, février 2008 10

Conditions économiques actuelles 12

Secteur de la location de biens de consommation, 2006 13

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, février 2008 13

Nouveaux produits 15

Calendrier des communiqués : 25 au 28 mars 2008 17



Communiqués

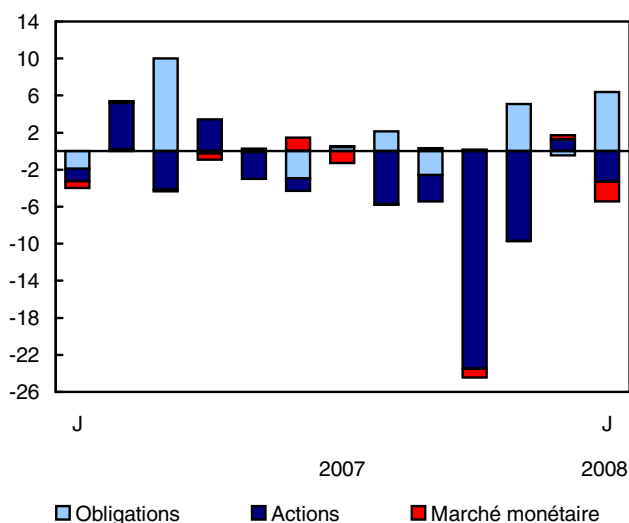
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Janvier 2008

Les non-résidents, qui avaient fait l'acquisition de 1,3 milliard de dollars de titres canadiens en décembre, en ont ajouté pour 916 millions de dollars en janvier. Parallèlement, les Canadiens ont investi 131 millions de dollars en titres étrangers, en nette baisse par rapport à décembre, les acquisitions en effets du marché monétaire étranger ayant été effacées en partie par les ventes d'actions étrangères.

Investissements étrangers de portefeuille en valeurs mobilières canadiennes

milliards de \$



Les acquisitions étrangères d'obligations canadiennes atteignent leur plus haut niveau en 10 mois

En janvier, les non-résidents ont ajouté pour 6,4 milliards de dollars d'obligations canadiennes à leurs portefeuilles, soit les acquisitions les plus élevées des 10 derniers mois. L'activité de janvier s'est concentrée dans les obligations de sociétés, les non-résidents ayant acheté pour 3,3 milliards de dollars d'obligations d'entreprises publiques fédérales et pour 2,2 milliards de dollars d'obligations de sociétés privées.

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

En janvier, les **taux d'intérêt** canadiens à court terme ont fléchi de 45 points de base pour s'établir à 3,41 %. Il s'agit du plus fort repli mensuel observé après une chute de 74 points de base survenue en août 2007, soit au moment du resserrement du marché mondial du crédit. Entre-temps, les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis étaient en baisse de 25 points de base, se situant à 2,75 %, soit leur plus bas niveau depuis avril 2005. En janvier, la Réserve fédérale américaine a réduit son taux d'intérêt directeur de 100 points de base.

Les **taux d'intérêt à long terme** au Canada et aux États-Unis ont tous deux chuté en janvier, soit de 21 et de 52 points de base respectivement. Les **taux d'intérêt canadiens** ont clôturé le mois à 3,88 %, tandis que les **taux américains** se situaient à 3,78 %.

Les écarts de **taux d'intérêt**, pour les **taux à long terme** et à court terme, ont favorisé l'investissement au Canada en janvier.

Après avoir rebondi brièvement en décembre 2007, les **cours des actions** canadiennes ont dégringolé de 4,9 % pour s'établir à 13 155,1 à la fin de janvier, selon l'indice composite Standard and Poor's/Bourse de Toronto. Entre-temps, les **cours des actions américaines** ont chuté de 6,1 %, l'indice composite Standard and Poor's fléchissant pour s'établir à 1 378,6 à la fin du mois de janvier, soit le plus net recul mensuel observé depuis octobre 2002. La chute des **cours des actions** a touché presque tous les secteurs, au Canada comme aux États-Unis.

Le **dollar canadien** a perdu 1,26 cent US à la fin de janvier, se transigeant alors à 99,62 cents US. Depuis novembre 2007, le dollar canadien oscille autour de la parité par rapport à sa contrepartie américaine.

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions, en obligations et en instruments (ou effets) du marché monétaire tant pour les émissions canadiennes qu'étrangères.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins.

En outre, les non-résidents ont investi 1,2 milliard de dollars en obligations du gouvernement fédéral, toutes des obligations en circulation. L'investissement en obligations d'administrations publiques provinciales a été limité (216 millions de dollars), les remboursements ayant fait partiellement contrepoids aux achats d'obligations en circulation.

Sur le plan des devises, les non-résidents ont ajouté de nouvelles obligations canadiennes libellées en dollars américains, tout en achetant des obligations en circulation libellées en dollars canadiens. À l'échelon régional, l'investissement provenant des États-Unis a

représenté la moitié des achats étrangers pour le mois. En janvier, l'écart des taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis a favorisé l'investissement au Canada.

Les non-résidents se départissent de bons du Trésor canadiens

Les investisseurs non résidents ont réduit leurs avoirs en effets du marché monétaire canadien de 2,1 milliards de dollars en janvier, après en avoir acheté pour 782 millions de dollars en décembre. Les bons du Trésor ont représenté plus de 80 % (1,8 milliard de dollars) du désinvestissement étranger observé en janvier. Le reste était attribuable à une deuxième réduction mensuelle consécutive des avoirs en effets d'entreprises publiques fédérales (387 millions de dollars).

En janvier, les taux d'intérêt à court terme au Canada ont chuté d'environ 45 points de base, soit la plus forte baisse mensuelle depuis août 2007, moment correspondant au resserrement des conditions de crédit à l'échelle mondiale.

Les activités de prise de contrôle alimentent le désinvestissement étranger en actions de portefeuille canadiennes

Après avoir observé une pause en décembre, les non-résidents ont disposé de 3,3 milliards de dollars d'actions de portefeuille canadiennes en janvier. Le désinvestissement provenait en totalité des activités de prises de contrôle étrangères, qui ont donné lieu au transfert d'un volume considérable d'actions de portefeuille canadiennes à des investisseurs directs étrangers.

Les achats étrangers d'actions canadiennes en circulation sont toutefois demeurés soutenus, se chiffrant à 3,2 milliards de dollars en janvier, en hausse par rapport aux acquisitions de 1,2 milliard de dollars effectuées en décembre. Les secteurs de l'or et des banques, dont les actions se sont appréciées en janvier, venaient en tête de liste des investissements.

Les avoirs canadiens en obligations étrangères demeurent stables, après avoir connu deux mois de désinvestissement

Les Canadiens ont acquis des obligations étrangères pour un montant nominal (48 millions de dollars) en janvier, après deux mois consécutifs d'important désinvestissement attribuable à la vente d'obligations du gouvernement des États-Unis. L'investissement canadien en obligations du

gouvernement des États-Unis a reculé légèrement en janvier (92 millions de dollars), les résidents ayant remplacé des obligations à échéance plus rapprochée (2 ans ou moins) par des obligations à échéance moyenne (5 à 10 ans).

Entre-temps, l'investissement dans les autres types d'obligations étrangères a augmenté légèrement (140 millions de dollars) en janvier. Depuis août 2007, l'activité réduite liée aux nouvelles émissions d'obligations feuille d'érable (les obligations étrangères libellées en dollars canadiens) a été l'un des principaux facteurs à l'origine du ralentissement des acquisitions d'obligations de sociétés américaines et d'obligations étrangères non américaines. L'appréciation du dollar canadien et le resserrement du marché mondial du crédit ont contribué à l'accroissement des coûts rattachés à l'émission de nouvelles obligations feuilles d'érable.

Reprise des acquisitions canadiennes en effets du marché monétaire étranger

Les investisseurs canadiens ont apporté des rajustements à leurs avoirs en titres étrangers en janvier, se défaisant d'actions étrangères et acquérant des effets du marché monétaire. En janvier, les résidents ont ajouté pour 2,5 milliards de dollars d'effets étrangers, ce qui constitue un revirement après une série de réductions totalisant 12,8 milliards de dollars depuis août 2007.

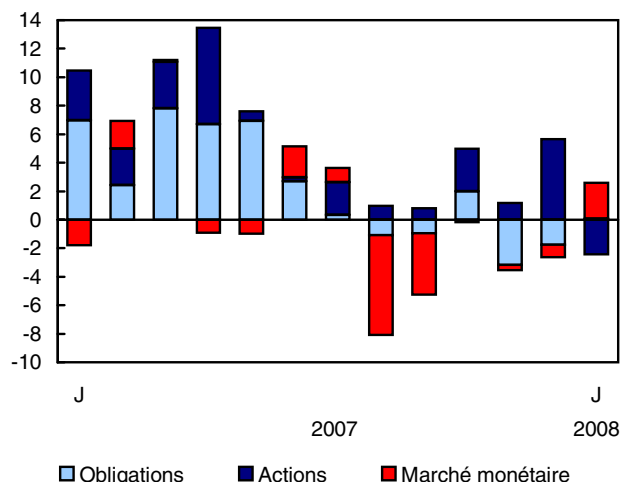
Les acquisitions effectuées en janvier étaient réparties également entre les bons du Trésor du gouvernement des États-Unis (1,4 milliard de dollars) et les effets de sociétés américaines (1,2 milliard de dollars), surtout des effets libellés en dollars canadiens émis par le secteur financier non bancaire. En janvier, la Réserve fédérale américaine a réduit son taux d'intérêt directeur de 100 points de base, soit une baisse considérable, de façon à alléger encore plus les conditions de crédit.

Les Canadiens vendent des actions étrangères sur des marchés baissiers

Les Canadiens ont vendu pour 2,4 milliards de dollars d'actions étrangères en janvier, ce qui fait contraste avec les achats mensuels moyens de 2,4 milliards de dollars enregistrés depuis octobre 2006. L'essentiel (1,9 milliard de dollars) des ventes effectuées en janvier était en actions américaines, le cours de ces actions ayant accusé la plus forte diminution mensuelle depuis octobre 2002, et ce, dans presque tous les secteurs.

Investissements canadiens de portefeuille en valeurs mobilières étrangères¹

milliards de \$



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029, 376-0042, 376-0058 et 376-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1535.

Le numéro de janvier 2008 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données de février sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 21 avril.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Boulay au 613-951-1872, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Octobre 2007	Novembre 2007	Décembre 2007	Janvier 2008	2006	2007
	millions de \$					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	-24 312	-4 737	1 291	916	32 544	-33 593
Obligations (nettes)	181	5 071	-439	6 382	18 015	9 789
Émissions en circulation	-517	4 922	-1 262	4 487	13 155	9 732
Nouvelles émissions	3 813	1 362	5 560	3 155	43 323	45 722
Remboursements	-3 511	-1 293	-3 513	-1 965	-38 777	-45 955
Changement aux intérêts à payer ¹	397	79	-1 224	705	314	290
Instruments du marché monétaire (nets)	-968	-59	460	-2 135	3 715	-1 424
Gouvernement du Canada	-271	-249	277	-1 767	3 717	-2 644
Autres	-697	190	183	-368	-2	1 220
Actions (nettes)	-23 525	-9 748	1 270	-3 331	10 814	-41 958
Émissions en circulation	1 176	-3 519	1 212	3 209	21 145	2 288
Autres transactions	-24 701	-6 229	58	-6 540	-10 331	-44 247
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-4 788	2 394	-2 983	-131	-78 693	-48 422
Obligations (nettes)	-1 998	3 168	1 762	-48	-43 602	-28 903
Actions (nettes)	-2 987	-1 191	-5 650	2 446	-28 291	-30 941
Instruments du marché monétaire (nets)	197	418	904	-2 529	-6 800	11 422

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

Commerce de gros annuel

2006

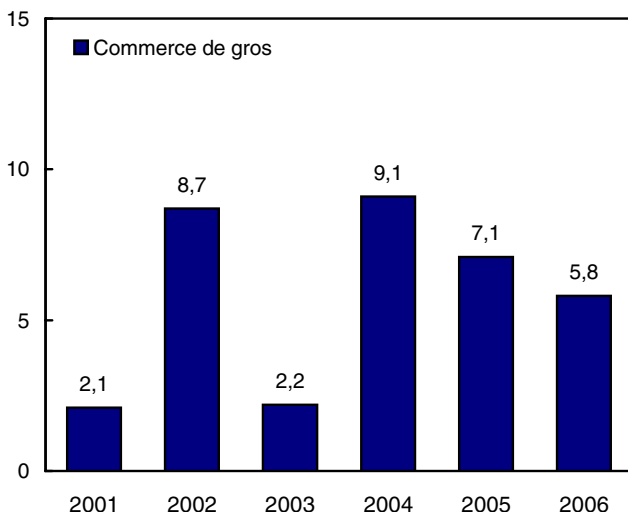
La croissance de l'investissement des entreprises et des dépenses de consommation, jumelée à la vigueur du secteur de la construction, a alimenté la hausse des recettes et des bénéfices pour les grossistes en 2006.

L'environnement économique en 2006 s'est avéré très favorable pour l'industrie canadienne du commerce de gros. Plusieurs facteurs clés ont influé sur le commerce de gros, notamment l'accroissement de l'investissement par les entreprises, qui a continué à gonfler les recettes, la vigueur des dépenses de consommation, la croissance des importations de biens de consommation, les niveaux record de construction résidentielle et non résidentielle ainsi que les faibles prix de certains produits découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Presque tous les segments de l'industrie du commerce de gros ont affiché une forte croissance économique au cours des deux années précédentes. Les recettes d'exploitation totales de l'industrie ont atteint 660,0 milliards de dollars en 2006, en hausse de 5,8 % par rapport à 2005. Ce taux de croissance était légèrement inférieur aux progressions de 7,1 % et de 9,1 % enregistrées en 2005 et en 2004 respectivement.

Ralentissement de la croissance des revenus d'exploitation en 2005 et en 2006

variation annuelle %



En 2006, la moitié de la croissance était attribuable à trois groupes, soit les produits du pétrole, les matériaux de construction et la catégorie des «autres produits», qui

Note aux lecteurs

Les statistiques financières annuelles du présent communiqué sont fondées sur une enquête-échantillon et représentent pour le commerce de gros les activités de tous les établissements (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord 41) des entreprises constituées et non constituées en sociétés dans le Registre des entreprises de Statistique Canada.

Les statistiques annuelles comprennent les estimations pour les grossistes de céréales et de pétrole et pour les agents et les courtiers qui ne font pas partie de l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros.

L'unité statistique utilisée dans l'enquête est l'établissement (sur le plan opérationnel).

On obtient la **marge brute** en soustrayant le coût des biens vendus du total des recettes d'exploitation.

Pour éliminer le double emploi, la déclaration des salaires et traitements directs et indirects a été exclue du questionnaire de 2006, puisque ces données sont souvent déclarées dans le total des salaires et traitements. Ce changement effectué en 2006 a une incidence sur le calcul des marges brutes, ayant pour effet de diminuer le coût des biens vendus d'environ 2,6 %.

On obtient le **bénéfice d'exploitation** en soustrayant du total des recettes d'exploitation le total des dépenses d'exploitation, majorées pour tenir compte du coût des biens vendus (les stocks d'ouverture plus les achats moins les stocks de fermeture).

On obtient le **ratio dépenses-recettes d'exploitation** en divisant le total des dépenses d'exploitation par le total des recettes d'exploitation. Le ratio s'exprime sous forme de pourcentage des recettes d'exploitation totales.

est composée principalement de produits agricoles, de produits chimiques et de produits métalliques recyclés. En 2005, en revanche, un seul groupe, soit les produits du pétrole, était à l'origine de plus de la moitié de la croissance annuelle des recettes d'exploitation totales.

Les recettes des grossistes de pétrole ont augmenté de 7,8 % par rapport à 2005 et ont atteint 121,2 milliards de dollars en 2006, sous l'effet surtout de l'accroissement des prix du pétrole brut. Cette récente augmentation est survenue dans le sillage de trois années de forte croissance, pendant lesquelles les recettes d'exploitation affichaient une hausse moyenne annuelle de 23 % depuis 2003.

En 2006, les recettes des grossistes de pétrole représentaient 18,4 % des recettes totales de l'industrie, soit la part la plus importante parmi les 17 groupes de l'industrie. Cette proportion était en hausse par rapport à celle de 18,0 % observée en 2005.

Après avoir enregistré trois années de replis, les ventes des grossistes de véhicules automobiles se sont redressées en 2006, leurs recettes ayant augmenté de 2,8 % pour atteindre 75,6 milliards de dollars. Selon l'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs, les exportations de voitures sont demeurées faibles en 2006, mais les ventes de véhicules sur le

marché canadien ont connu de bons résultats et ont augmenté de 2,2 %.

Le commerce de gros du Canada représente environ 5,7 % de la production économique mesurée par le produit intérieur brut.

La majeure partie des groupes du commerce de gros affichent des hausses

Les recettes d'exploitation ont augmenté dans 15 des 17 groupes du commerce de gros en 2006, ce qui représente 97 % des recettes totales. Les grossistes de machines de bureau et d'usage professionnel (+9,3 %), de matériaux de construction (+9,2 %) et de produits métalliques (+9,0 %) figuraient parmi les plus grands gagnants.

Les deux seuls groupes qui ont enregistré des pertes sont les produits du bois d'oeuvre et les menuiseries ainsi que les agents et les courtiers.

Les grossistes de bois d'oeuvre et de menuiseries ont vu leurs recettes chuter de 2,9 % pour atteindre 13,9 milliards de dollars en 2006. Ce deuxième recul annuel d'affilée est principalement attribuable au ralentissement du marché américain de l'habitation, à la diminution des prix du bois d'oeuvre et à la vigueur du dollar canadien.

Les agents et les courtiers ont également enregistré leur deuxième repli annuel en 2006 (-9,5 %). Cette baisse est principalement attribuable à la faible croissance pour les agents et les courtiers en articles personnels et ménagers et pour ceux en matériaux de construction. Ensemble, ces deux groupes représentent environ le quart des recettes de ce groupe de commerce.

Légère hausse de la marge brute des grossistes

En pourcentage des recettes d'exploitation totales, les marges brutes s'élevaient à 19,1 % en moyenne en 2006. Les marges brutes indiquent le degré de réussite des grossistes pour maximiser leurs recettes tout en payant le prix le plus bas pour les biens qu'ils achètent en vue de les revendre. Un changement des marges brutes signifie que le coût d'achat des biens (le coût des biens vendus) a augmenté, mais pas dans la même proportion que les recettes.

À l'exception des agents et des courtiers, qui, par définition, n'assument pas la propriété des biens qu'ils revendent, 9 des 16 autres groupes de commerce ont obtenu une meilleure marge brute que la moyenne nationale de 19,1 %. En particulier, les grossistes d'habillement (35,7 %), de machines de bureau et d'usage professionnel (35,2 %), d'articles ménagers et personnels (30,8 %) et de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles (28,4 %) ont affiché une marge brute bien au-dessus de la moyenne.

Les grossistes de produits du pétrole (4,6 %), de véhicules automobiles (10,1 %) et de produits agricoles (15,2 %) ont enregistré les trois marges brutes les plus faibles.

Les grossistes de l'Ontario ont enregistré la marge brute la plus élevée en 2006

Les grossistes de l'Ontario, dont les recettes d'exploitation représentent environ 42 % de l'ensemble des recettes d'exploitation au pays, ont enregistré la marge brute la plus élevée en 2006. La marge brute des grossistes de l'Ontario en proportion des recettes d'exploitation s'élevait à 21,6 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale (19,1 %). Ce résultat est principalement attribuable à des marges brutes plus élevées indiquées par les grossistes d'habillement, d'articles ménagers et personnels et de machines de bureau et d'usage professionnel.

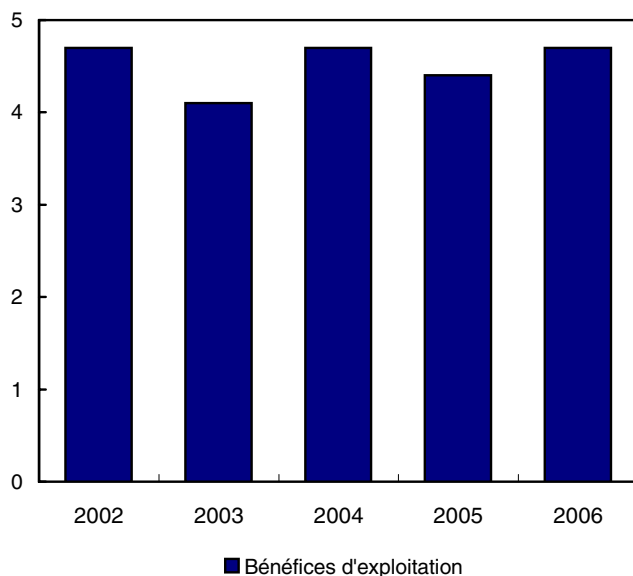
Une marge brute supérieure à la moyenne nationale a également été indiquée par les grossistes du Québec (21,1 %), du Manitoba (20,6 %) et de la Colombie-Britannique (20,0 %).

Les grossistes du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta et de Terre-Neuve-et-Labrador ont indiqué des marges brutes en deçà du niveau national.

Légère hausse de la marge bénéficiaire d'exploitation en 2006

Malgré un ralentissement de la croissance des recettes des grossistes, les bénéfices sont demeurés relativement stables. Dans l'ensemble, les marges bénéficiaires d'exploitation des grossistes en pourcentage des recettes d'exploitation totales sont passées de 4,4 % en 2005 à 4,7 % en 2006.

Les bénéfices d'exploitation en pourcentage des recettes totales d'exploitation



Les grossistes de produits agricoles ont vu leurs bénéfices augmenter pour passer de 686,4 millions de dollars en 2005 à 1,2 milliard de dollars en 2006, en hausse de 68,0 %. Les recettes d'exploitation totales, alimentées par des recettes plus élevées des céréales et des animaux vivants, ont augmenté de 4,0 % pour atteindre 18,1 milliards de dollars. Cette hausse enregistrée en 2006 faisait suite à deux années de légers reculs des bénéfices chez les grossistes de produits agricoles.

Malgré ces hausses, certains grands groupes du commerce de gros n'ont pas aussi bien fait en 2006 qu'en 2005. On retrouve entre autres les ordinateurs et autres appareils électroniques, les produits pharmaceutiques et les vêtements.

Les grossistes du Manitoba ont enregistré la plus forte croissance des bénéfices d'exploitation

Parmi les provinces, seuls le Manitoba (+51,6 %), la Nouvelle-Écosse (+20,2 %), l'Ontario (+16,7 %) et l'Alberta (+16,0 %) ont enregistré des hausses supérieures à la moyenne canadienne (+10,9 %).

L'Île-du-Prince-Édouard (-22,8 %), le Nouveau-Brunswick (-22,1 %) et la Saskatchewan (-8,9 %) sont les provinces qui ont enregistré les replis les plus prononcés de leurs bénéfices d'exploitation.

Données stockées dans CANSIM : tableau 081-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2445.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 (grossistesinfo@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Pierre Desjardins au 613-951-9682, Division de la statistique du commerce.

□

Commerce de gros 2006

Groupe de commerce	Revenus d'exploitation	Marge brute	Bénéfices d'exploitation	Dépenses d'exploitation	Revenus d'exploitation de 2005 à 2006
	millions de \$				variation en %
Produits agricoles	18 130	2 752	1 153	1 599	4,0
Produits pétroliers	121 221	5 617	2 395	3 223	7,8
Produits alimentaires	82 429	14 668	3 547	11 121	3,5
Alcool et produits du tabac	7 733	1 606	389	1 217	4,9
Habillement	9 609	3 434	518	2 915	5,0
Articles ménagers et personnels	32 369	9 972	1 900	8 072	3,2
Produits pharmaceutiques	33 230	5 965	1 101	4 865	7,4
Véhicules automobiles	75 641	7 639	1 679	5 960	2,8
Pièces et accessoires de véhicules automobiles	19 251	5 470	1 450	4 020	3,8
Matériaux de construction	50 663	13 396	3 316	10 080	9,2
Produits métalliques	18 676	3 436	869	2 567	9,0
Bois d'oeuvre et menuiseries	13 900	2 395	742	1 653	-2,9
Machines et équipement	51 043	13 818	3 522	10 296	7,3
Ordinateurs et autres appareils électroniques	31 495	7 139	975	6 164	6,2
Machines de bureau et d'usage professionnel	23 413	8 241	1 745	6 496	9,3
Autres produits	64 891	15 413	3 643	11 770	8,9
Total marchand	653 694	120 961	28 944	92 018	6,0
Agents et courtiers	6 257	...	1 715	3 226	-9,5
Total, commerce de gros	659 951	120 961	30 659	95 244	5,8

... n'ayant pas lieu de figurer



Voyages entre le Canada et les autres pays Janvier 2008

Le nombre de voyages au Canada en provenance des États-Unis a atteint un creux sans précédent en janvier, ce qui a porté le nombre total de voyages à son plus bas niveau jamais enregistré.

Au total, les voyageurs ont effectué un nombre estimatif de 2 375 000 voyages au Canada en janvier, en baisse de 1,4 % par rapport à décembre. Il s'agissait du plus bas niveau atteint depuis le début de la collecte des données en 1972. (À moins d'avis contraire, les données mensuelles sont désaisonnalisées.)

Cette baisse a été enregistrée même si le nombre de voyages avec nuitées au Canada en provenance des pays d'outre-mer a atteint un sommet inégalé de 391 000 voyages, en hausse de 0,7 % comparativement à décembre. La baisse du nombre de voyages en provenance des États-Unis a plus qu'annulé cette hausse.

Le nombre de voyages vers le Canada en provenance des États-Unis n'a pas atteint le seuil de 2 millions pour la première fois depuis la collecte des données. Les résidents des États-Unis ont entrepris un nombre estimatif de 1,97 million de voyages au Canada en janvier, en baisse de 1,7 % par rapport à décembre 2007.

Le nombre de voyages de même jour en automobile en provenance des États-Unis a atteint un creux sans précédent estimé à 794 000 voyages, en baisse de 1,2 % par rapport à décembre. Il s'agissait de la toute première fois que le nombre de voyages de même jour en automobile ne franchissait pas la barre de 800 000. De plus, le nombre de voyages d'une nuit ou plus au Canada en provenance des États-Unis a baissé de 1,8 %.

Même si le nombre de voyages avec nuitées au Canada en provenance des pays d'outre-mer a atteint un sommet inégalé, seulement 5 des 12 pays d'outre-mer les plus importants pour le Canada ont enregistré des hausses par rapport à décembre. Parmi ces pays, les voyages en provenance du Mexique ont affiché la plus forte croissance (+9,3 %), tandis que ceux en provenance du Japon ont enregistré la plus forte baisse (-7,0 %).

Pour ce qui est du marché émetteur, les résidents canadiens ont effectué 4,4 millions de voyages à l'extérieur du pays en janvier, en baisse de 0,2 % par rapport à décembre.

Parmi ceux-ci, un nombre estimatif de 653 000 voyages ont été entrepris à destination des pays d'outre-mer, en baisse de 0,5 % par rapport à décembre 2007. Le mois de décembre a constitué un mois record pour les voyages vers les destinations outre-mer.

Les résidents canadiens ont effectué un nombre estimatif de 3,8 millions de voyages vers les États-Unis en janvier, en baisse de 0,2 % par rapport à décembre. Le nombre de voyages de même jour en automobile vers les États-Unis a légèrement reculé de 0,2 % pour se situer à 2,1 millions de voyages. Durant la même période, le nombre de voyages avec nuitées au sud de la frontière a aussi diminué de 0,2 %, et le nombre de voyages avec nuitées en automobile a fléchi de 1,1 %.

Cependant, les Canadiens ont entrepris un nombre estimatif de 525 000 voyages avec nuitées en avion vers les États-Unis, en hausse de 3,2 %. Il s'agissait d'un nouveau sommet sans précédent pour ce type de voyages.

La valeur mensuelle moyenne du dollar canadien était de 98,9 cents US en janvier, en baisse de 0,8 % par rapport à décembre. Le dollar canadien a également diminué comparativement à l'euro et au yen en janvier par rapport à décembre, mais il s'est apprécié par rapport à la livre sterling britannique.

Nota : Les données désaisonnalisées ont été révisées rétrospectivement jusqu'à janvier 2005.

Des révisions ont été apportées à certaines séries de données non désaisonnalisées pour chaque mois des deuxième et troisième trimestres de 2007.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 427-0001 à 427-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5005.

Le numéro de janvier 2008 de la publication *Voyages internationaux : renseignements préliminaires*, vol. 24, n° 1 (66-001-PWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9169 ou composez sans frais le 1-800-307-3382; télécopieur : 613-951-2909 (tourism@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lotfi Chahdi au 613-951-3136 (lotfi.chahdi@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. □

Voyages entre le Canada et les autres pays

	Décembre 2007 ^r	Janvier 2008 ^p	Décembre 2007 à janvier 2008	Janvier 2008 ^p	Janvier 2007 à janvier 2008
	Données désaisonnalisées			Données non désaisonnalisées	
	milliers		variation en % ¹	milliers	variation en % ¹
Voyages des Canadiens à l'étranger²	4 440	4 430	-0,2	4 113	9,8
Vers les États-Unis	3 784	3 777	-0,2	3 178	10,5
Vers les autres pays	656	653	-0,5	935	7,8
Voyages de même jour en automobile aux États-Unis	2 121	2 117	-0,2	1 795	9,6
Total des voyages d'une nuit ou plus	2 266	2 261	-0,2	2 249	10,8
États-Unis ³	1 610	1 608	-0,2	1 314	13,1
Automobile	987	976	-1,1	654	17,5
Avion	509	525	3,2	612	8,8
Autre moyen de transport	115	107	-7,0	48	12,6
Autres pays ⁴	656	653	-0,5	935	7,8
Voyages au Canada²	2 407	2 375	-1,4	1 383	-11,4
En provenance des États-Unis	2 007	1 974	-1,7	1 165	-14,0
En provenance des autres pays	400	401	0,2	218	5,5
Voyages de même jour en automobile en provenance des États-Unis	804	794	-1,2	624	-20,4
Total des voyages d'une nuit ou plus	1 499	1 482	-1,2	718	-1,9
États-Unis ³	1 111	1 091	-1,8	503	-4,6
Automobile	664	652	-1,9	282	-5,3
Avion	306	303	-0,9	186	-5,7
Autre moyen de transport	141	136	-3,4	36	7,6
Autres pays ⁴	388	391	0,7	215	5,3
Voyages au Canada : principaux marchés d'outre-mer, par pays d'origine⁵					
Royaume-Uni	77	77	-0,5	40	1,4
France	33	33	1,9	19	4,9
Allemagne	26	26	-0,9	11	-5,2
Japon	27	25	-7,0	11	-20,4
Mexique	23	25	9,3	14	23,4
Australie	21	20	-1,0	17	20,4
Corée du Sud	19	18	-3,2	14	-4,1
Chine	14	14	5,5	9	15,0
Hong-Kong	11	11	4,7	6	32,8
Pays-Bas	10	10	-2,6	4	-4,9
Inde	9	9	-4,1	5	-1,9
Suisse	9	9	1,0	4	11,8

^r révisé

^p provisoire

1. La variation en pourcentage est calculée à partir des données non arrondies.

2. Les totaux dépassent la somme des données sur les voyages de même jour en automobile et le total des voyages d'une nuit ou plus parce qu'ils comprennent l'ensemble des voyages de même jour.

3. Les estimations pour les États-Unis comprennent les entrées par automobile et par autobus, ainsi que des estimations pour les arrivées par avion, par train, par bateau et par d'autres moyens.

4. Les données pour les autres pays n'excluent que les entrées du même jour par voie terrestre via les États-Unis.

5. Comprend les voyages de même jour et les voyages d'une nuit ou plus.

Indicateurs avancés

Février 2008

L'indice composite lissé a fléchi de 0,3 % en février, après avoir augmenté de 0,1 % en janvier. Dans l'ensemble, 4 des 10 composantes ont augmenté, et 6 ont diminué. La majeure partie de la baisse est imputable à un recul marqué de la fabrication, plus particulièrement des véhicules automobiles, au début de l'année.

La demande des ménages s'est améliorée en général. Les dépenses en biens durables ont augmenté légèrement, avant même que la réduction du taux de la taxe sur les produits et services ne stimule encore les achats de voitures en janvier. L'indice du logement a baissé, alors que le recul des ventes de maisons existantes a annulé les hausses enregistrées par les mises en chantier en janvier et en février.

Le marché boursier a poursuivi sa tendance à la baisse, même si toutes les pertes subies en janvier

ont été récupérées dans l'indice non lissé de février. Les prix plus élevés des marchandises ont incité les entreprises à planifier davantage d'investissements commerciaux en 2008, particulièrement dans les secteurs de l'énergie et des mines de métaux. La forte demande des entreprises s'est traduite par une hausse de l'emploi dans le secteur des services en février.

L'indicateur avancé pour les États-Unis a reculé de 0,2 %, des révisions ayant aggravé la baisse de celui-ci à la fin de 2007. La faiblesse du marché du logement et le recul de la confiance des consommateurs, qui ont persisté, ont aussi contribué à faire reculer le marché boursier aux États-Unis.

La fabrication s'est repliée à la fin de 2007, en raison notamment d'une baisse marquée de la production de véhicules automobiles. Le réoutillage planifié de longue date des usines d'automobiles a été à l'origine de la majeure partie de cette baisse, qui a été aggravée par les coupures ayant suivi le ralentissement des ventes de véhicules aux États-Unis. Par conséquent, les

commandes, les livraisons et la durée hebdomadaire moyenne du travail ont connu une forte baisse.

Données stockées dans CANSIM : tableau 377-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1601.

Le présent communiqué sera reproduit dans le numéro d'avril 2008 de *L'observateur économique canadien*. Pour obtenir d'autres renseignements sur l'économie de février, veuillez également consulter le numéro de mars 2008 de *L'observateur économique canadien*, vol. 21, n° 3 (11-010-XWB, gratuit).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au 613-951-9162 (oec@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.

Indicateurs avancés

	Septembre 2007	Octobre 2007	Novembre 2007	Décembre 2007	Janvier 2008	Février 2008	Dernier mois de données disponibles variation en %
Indicateur avancé composite (1992=100)	229,1	229,2	229,0	228,3	228,5	227,9	-0,3
Indice du logement (1992=100) ¹	152,5	150,5	149,7	145,8	143,9	141,7	-1,5
Emploi dans les services aux personnes et aux entreprises (en milliers)	2 863	2 868	2 875	2 873	2 877	2 880	0,1
Indice du cours des actions S&P/TSX (1975=1 000)	13 918	14 032	13 988	13 981	13 880	13 777	-0,7
Offre de monnaie, M1 (en millions de dollars de 1992) ²	166 896	168 100	168 850	169 575	170 264	170 796	0,3
Indice avancé des États-Unis du Conference Board (1992=100) ³	126,7	126,6	126,4	126,0	125,5	125,3	-0,2
Fabrication							
Heures hebdomadaires moyennes de travail	38,4	38,4	38,4	38,3	38,2	38,1	-0,3
Nouvelles commandes de biens durables (en millions de dollars de 1992) ⁴	27 133	26 680	26 218	25 894	26 684	25 804	-3,3
Ratio des livraisons aux stocks de produits finis ⁴	1,83	1,82	1,81	1,81	1,82	1,81	-0,01 ⁵
Commerce de détail							
Meubles et articles ménagers (en millions de dollars de 1992) ⁴	2 700	2 715	2 727	2 744	2 773	2 782	0,3
Ventes d'autres biens durables (en millions de dollars de 1992) ⁴	9 245	9 291	9 295	9 242	9 243	9 331	1,0
Indicateur avancé composite non lissé	230,3	228,9	228,1	226,2	229,0	227,4	-0,7

1. Indice composite des mises en chantier de logements (unités) et des ventes de maisons (service inter-agences).

2. Données obtenues après déflation par l'Indice des prix à la consommation.

3. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le mois précédent.

4. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le deuxième mois avant.

5. Différence par rapport au mois précédent.

Conditions économiques actuelles

Plusieurs indices laissent penser que l'économie s'est rapidement remise du déclin enregistré en décembre pour se remettre à croître au cours de la nouvelle année. Les mises en chantier d'habitations et les ventes d'automobiles ont affiché des hausses marquées. Le marché boursier en février a rebondi après avoir connu un recul en janvier, ce qui reflète une des plus fortes montées en flèche mensuelles des cours des produits de base observées depuis le début de la conjoncture ascendante actuelle, il y a six ans. Aspect le plus important, les entreprises ont créé des emplois en janvier et en février dans une relance de leurs projets d'investissement pour 2008.

Les entreprises prévoient augmenter la valeur nominale de leurs investissements d'environ 6 % en 2008, selon l'enquête annuelle sur les intentions d'investissement. La hausse a dépassé la progression enregistrée en 2007 et a été répartie également entre la construction et les machines et le matériel.

Fait plus important, la hausse des investissements indique que les entreprises prévoient dépenser davantage pour une sixième année de suite. Au cours des cycles passés des immobilisations, les dépenses commençaient normalement à décroître pendant la cinquième année de progression. Bien sûr, on n'a jamais vu dans ces cycles un essor des prix des produits de base qui entame aussi sa sixième année et qui demeure le principal facteur à l'origine de la croissance des investissements.

L'énergie a continué à stimuler la hausse des investissements, ayant crû de 10 % en 2008. La production des sables bitumineux et les pipelines ont principalement alimenté la hausse, suivis des services publics, qui ont enregistré des progressions constantes. En 2008, les investissements en énergie constituent 38 % de toutes les immobilisations des entreprises, en légère baisse par rapport au sommet de 40 % atteint en 2006. Aussi récemment qu'en 1999, ils représentaient moins du quart.

En 2008, les exploitants des sables bitumineux prévoient investir 19,7 milliards de dollars, en hausse de 23 %, à la suite d'une croissance de 31 % enregistrée en 2007. Cela dépasse le total des projets d'investissement d'une valeur de 19,6 milliards de dollars pour l'ensemble du secteur de la fabrication. Il y a à peine une décennie, les investissements en production bitumineuse correspondaient à moins d'un dixième des dépenses en immobilisations des fabricants (1,4 milliard de dollars comparativement à 21,6 milliards de dollars en 1998).

Ce déplacement de la croissance des investissements de la fabrication vers la production des

sables bitumineux donne un aperçu saisissant d'un des éléments les plus fondamentaux de l'évolution structurelle de l'économie canadienne dans la dernière décennie. Dans le secteur des sables pétrolifères, les investissements ont crû, passant de 5,2 milliards de dollars en 2003 à une valeur prévue de 19,7 milliards de dollars en 2008. Cette croissance est la plus importante qu'ait jamais connue un grand secteur (et partant une industrie) sur une période de cinq ans à l'exception du domaine pétrolier, y compris l'essor actuel des transports et des mines, la progression de 9 milliards de dollars lors de la culmination de l'essor du secteur de la fabrication en 2000 et les importantes dépenses de 10 milliards de dollars dans le secteur financier en préparation du passage à l'an 2000, lesquelles ont pris fin en 1999.

L'investissement en production bitumineuse excède l'investissement en fabrication par sa croissance rapide, non parce que les immobilisations dans le secteur de la fabrication ont été faibles. Celles-ci se situent toujours à des niveaux élevés, selon les normes des fabricants. Les entreprises prévoient dépenser 7 % de plus cette année dans les usines, surtout en machines et matériel d'amélioration de la productivité. Ce vote de confiance de 19,6 milliards de dollars dans l'avenir de la fabrication au Canada représente l'investissement le plus important depuis la culmination de l'essor des technologies de l'information et des communications en l'an 2000. Il s'agit de l'investissement le plus important fait par une industrie à l'exception du secteur de l'énergie. Une majorité d'industries manufacturières (11 sur 20 comparativement à 6 en 2007) ont l'intention de dépenser davantage, surtout les fabricants s'occupant de raffinage pétrolier, d'affinage métallique et de fabrication de biens d'équipement. Dans l'industrie de l'automobile, on prévoit dépenser un peu moins, en partie parce que le chantier d'une nouvelle usine est parvenu à son terme.

L'énergie domine aujourd'hui pour les investissements des entreprises, mais l'extraction des métaux reste le secteur où la croissance est la plus rapide. Depuis que les cours des métaux se sont redressés en 2003, l'investissement a suivi de près la montée des bénéfices. Ayant enregistré des hausses consécutives de 33 % en 2007 et en 2008, l'investissement dans l'extraction des métaux a presque triplé depuis 2003. L'investissement total de 4,7 milliards de dollars dans les métaux est concentré dans les mines d'or, de nickel et de cuivre.

Dans les services, seuls les transports prévoient une croissance d'au moins 10 % de leurs immobilisations en 2008, en raison de l'extension des pipelines joignant les exploitations bitumineuses à leurs marchés (les sommes investies feront monter

les débits journaliers des pipelines de 1 million de barils d'ici 2009). Dans les commerces de gros et de détail, on prévoit des expansions modestes. Dans la plupart des autres services, on prévoit peu ou pas de croissance, y compris dans les loisirs, la finance, les services aux entreprises et dans l'hébergement et la restauration. La majeure partie de ces branches d'activité ne sont guère capitalistiques. Il s'agit d'une réaction fort discrète aux pénuries grandissantes de main-d'œuvre et aux pressions à la hausse sur les prix dans ce secteur.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1301, 1901, 2152, 2306, 2406 et 3701.

La version imprimée du numéro de mars 2008 de *L'observateur économique canadien*, vol. 21, n° 3 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) est maintenant en vente. Ce numéro comprend un sommaire des principaux événements économiques de février et renferme un article intitulé «Le chant du dollar : exposition de l'industrie à la montée du taux de change». Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au 613-951-9162 (oec@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Secteur de la location de biens de consommation 2006

Le total des revenus d'exploitation de l'industrie de la location de biens de consommation a augmenté légèrement de 1,2 % en 2006 pour atteindre 2,5 milliards de dollars. La croissance de l'industrie a été freinée par le ralentissement dans le secteur de la location de vidéocassettes et de disques.

Plus de la moitié (59 %) des recettes de l'industrie de la location de biens de consommation provenaient de la location de vidéocassettes et de DVD. Le reste était partagé entre les centres de location d'articles divers (15 %), la location de matériel de soins de santé à domicile et la location de matériel pour les réceptions ou de matériel de divertissement (14 %), la location d'appareils électroniques domestiques et d'appareils ménagers (10 %) et la location de vêtements de cérémonie et de costumes (2 %).

Les revenus d'exploitation de l'industrie de la location de vidéocassettes et de disques ont diminué de 1,3 % en 2006 pour se chiffrer à 1,5 milliard de dollars. Cette situation s'explique en partie par la popularité croissante de services alternatifs, comme

la vidéo sur demande, l'Internet et l'achat (plutôt que la location) de DVD et de vidéocassettes. Selon les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 2006, les ménages ont consacré en moyenne 89 \$ à la location de vidéocassettes et de DVD, en baisse de 4 \$ par rapport à 2005.

La part de marché des 10 plus grandes entreprises de l'industrie de la location de biens de consommation s'est élevée à 56 % des revenus d'exploitation totaux du secteur en 2006, en légère hausse par rapport à 55 % en 2005. Ces entreprises étaient également plus rentables que les petites entreprises. Les 10 plus grandes entreprises du secteur avaient une marge bénéficiaire de 6,9 %, par rapport aux 5,6 % enregistrés par les entreprises du reste du secteur.

Données stockées dans CANSIM : tableau 352-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2434.

Les résultats de l'Enquête annuelle sur le secteur de location de biens de consommation de 2006 (ainsi que les données révisées de 2005) pour le Canada sont maintenant offerts. Ces données fournissent des renseignements sur les revenus, les dépenses, les salaires, les traitements et les avantages sociaux ainsi que sur la marge bénéficiaire d'exploitation de ce secteur.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Veronica Utovac au 613-951-0813 (veronica.utovac@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction Février 2008

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada est demeuré inchangé en février par rapport à son niveau de 140,2 inscrit en janvier (1992=100). L'indice composite a augmenté de 0,9 % par rapport à l'indice observé en février 2007 (139,0).

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux englobant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du premier trimestre de 2008 de la publication *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XWF, gratuite) paraîtra en juillet.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606; télécopieur : 613-951-1539 (prices-prix@statcan.ca) ou avec Louise Chainé au 613-951-3393, Division des prix. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, mars 2008,
vol. 21, n° 3
Numéro au catalogue : 11-010-XPB (25 \$/243 \$).

Commerce de gros, janvier 2008, vol. 71, n° 1
Numéro au catalogue : 63-008-XWF
(gratuit).

**Voyages internationaux : renseignements
préliminaires**, janvier 2008, vol. 24, n° 1
Numéro au catalogue : 66-001-PWF
(gratuit).

L'édition du périodique : tableaux de données, 2006
Numéro au catalogue : 87F0005XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Pour une édition à 8 h-10 h	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quatre déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et de des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 a été inférieur à celui de l'année précédente.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 Équilibre sur les anticipations à court terme Ajuster les termes premiers, novembre se termine le 31 mai 1997 Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Calendrier des communiqués : 25 au 28 mars 2008

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
25	Commerce de détail	Janvier 2008
25	Assurance-emploi	Janvier 2008
26	Enquêtes annuelles sur le commerce de détail en magasin et les magasins de détail	2006
27	Indicateurs nationaux du tourisme	Quatrième trimestre de 2007
27	EnviroStats	2005
28	Coup d'oeil sur l'agriculture canadienne	2006
28	Système d'extraction des statistiques agricoles	Mars 2008